

Arrêté interministériel du 7 Rajab 1427 correspondant au 2 août 2006 fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des espaces naturels et aires protégées.

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-09 du 12 Chaoual 1421 correspondant au 7 janvier 2001 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;

Vu le décret exécutif n° 05-443 du 12 Chaoual 1426 correspondant au 14 novembre 2005 fixant les modalités de coordination, le champ d'application et le contenu des schémas directeurs sectoriels des grandes infrastructures et des services collectifs d'intérêt national, ainsi que les règles de procédure qui leur sont applicables, notamment ses articles 2 et 4 ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 2 et 4 du décret exécutif n°05-443 du 12 Chaoual 1426 correspondant au 14 novembre 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la composition et les modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des espaces naturels et aires protégées.

Art. 2. — Placée auprès du ministre chargé de l'agriculture et du développement rural, la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des espaces naturels et aires protégées est présidée par le secrétaire général du ministère de l'agriculture et du développement rural.

La commission centrale comprend :

Au titre de l'administration chargée de l'agriculture et du développement rural :

- le directeur général des forêts ;
- le directeur général de l'agence nationale pour la conservation de la nature (ANN) ;
- le haut commissaire au développement de la steppe (HCDS) ;
- le commissaire au développement de l'agriculture des régions sahariennes (CDRS) ;
- le directeur chargé des parcs nationaux à la direction générale des forêts ;
- le représentant de l'autorité vétérinaire ;
- le représentant de l'autorité phytosanitaire.

Au titre de l'administration chargée de l'aménagement du territoire :

- le directeur général de l'environnement ;
- le directeur de la prospective, de la programmation et des études générales d'aménagement du territoire ;
- le directeur de l'action régionale, de la synthèse et de la coordination ;
- le directeur de la conservation, de la diversité biologique, du milieu naturel, des sites et des paysages ;
- le directeur général de l'observatoire national de l'environnement et du développement durable ;
- le directeur général du centre national de développement des ressources biologiques ;
- le directeur général du commissariat national du littoral.

Au titre des autres administrations :

- le représentant du ministre chargé des finances ;
- le représentant du ministre chargé des ressources en eau ;
- le représentant du ministre chargé de la culture ;
- le représentant du ministre délégué chargé de la recherche scientifique.

La commission peut faire appel à toute personne susceptible d'éclairer ses travaux.

Art. 3. — La commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des espaces naturels et aires protégées est chargée d'examiner le projet de schéma directeur sectoriel élaboré par le ministère de l'agriculture et du développement rural, et de procéder aux consultations et concertations relatives au projet de schéma directeur sectoriel qu'elle juge nécessaires.

Art. 4. — Le secrétariat de la commission centrale est assuré par les services du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Art. 5. — La commission centrale se réunit autant de fois que de besoin en session ordinaire sur convocation de son président.

Le président établit l'ordre du jour des réunions; les convocations sont adressées aux membres quinze (15) jours avant la réunion.

Art. 6. — La commission centrale ne peut valablement se réunir que si les deux tiers (2/3) au moins de ses membres sont présents.

Si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans les huit (8) jours, la commission centrale se réunit alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 7. — Les délibérations de la commission centrale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de séance.

Les procès-verbaux sont adressés dans un délai de quinze (15) jours au ministre de l'agriculture et du développement rural et au ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Art. 8. — En cas de vacance de l'un des membres, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes.

Art. 9. — L'échéancier des travaux de la commission est fixé comme suit :

— Phase d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel : jusqu'au 31 juillet 2006.

— Phase de consultation : jusqu'au 31 août 2006.

— Phase d'adoption : jusqu'au 30 septembre 2006.

— Phase de finalisation : jusqu'au 31 décembre 2006.

Art. 10. — La commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des espaces naturels et aires protégées, élabore et adopte son règlement intérieur.

Art. 11. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Rajab 1427 correspondant au 2 août 2006.

Le ministre
de l'agriculture
et du développement rural

Le ministre
de l'aménagement
du territoire
et de l'environnement

Saïd BARKAT

Chérif RAHMANI

MINISTERE DE LA CULTURE

Arrêté interministériel du 11 Chaâbane 1427 correspondant au 4 septembre 2006 fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des biens et des services et grands équipements culturels.

— — — — —

La ministre de la culture,

Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 01-09 du 12 Chaoual 1421 correspondant au 7 janvier 2001 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;

Vu le décret exécutif n° 05-80 du 17 Moharram 1426 correspondant au 26 février 2005 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la culture ;

Vu le décret exécutif n° 05-443 du 12 Chaoual 1426 correspondant au 14 novembre 2005 fixant les modalités de coordination, le champ d'application et le contenu des schémas directeurs sectoriels des grandes infrastructures et des services collectifs d'intérêt national, ainsi que les règles de procédure qui leur sont applicables, notamment ses articles 2 et 4 ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 2 et 4 du décret exécutif n° 05-443 du 12 Chaoual 1426 correspondant au 14 novembre 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la composition et les modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des biens et des services et grands équipements culturels.

Art. 2. — Placée auprès du ministre chargé de la culture, la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des biens et des services et grands équipements culturels est présidée par le secrétaire général du ministère de la culture.

La commission centrale comprend :

Au titre de l'administration chargée de la culture :

— le directeur des études prospectives, de la documentation et de l'informatique ;

— le directeur de la protection légale des biens culturels et de la mise en valeur du patrimoine culturel ;

— le directeur de la conservation et de la restauration du patrimoine culturel ;

— le directeur du développement et de la promotion des arts ;

— le directeur de l'organisation et de la diffusion du produit culturel et artistique ;

— le directeur du livre et de la lecture publique ;

— le directeur général de l'office national de gestion et d'exploitation des biens culturels.

Au titre de l'administration chargée de l'aménagement du territoire :

— le directeur de la prospective, de la programmation et des études générales d'aménagement du territoire ;

— le directeur des grands travaux d'aménagement du territoire ;

— le directeur de l'action régionale, de la synthèse et de la coordination ;

— le directeur de la conservation et de la diversité biologique, du milieu naturel, des sites et paysages.

Au titre des autres administrations :

— le représentant du ministre chargé des finances ;

— le représentant du ministre chargé des wakfs ;

— le représentant du ministre chargé des technologies de l'information et de la communication ;

— le représentant du ministre chargé de l'urbanisme ;

— le représentant du ministre chargé du tourisme.

La commission peut faire appel à toute personne susceptible d'éclairer ses travaux.

Art. 3. — La commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des biens et des services et grands équipements culturels est chargée d'examiner le projet de schéma directeur sectoriel élaboré par le ministère de la culture, et de procéder aux consultations et concertations relatives au projet de schéma directeur sectoriel qu'elle juge nécessaires.